



LE 19 JUIN 2013

À la veille de la Conférence Sociale Gouvernementale,

MANIFESTONS CONTRE L'AUSTÉRITÉ IMPOSÉE AUX PEUPLES D'EUROPE!

La politique conduite par les gouvernements européens mène à plus d'austérité pour les peuples au profit de la libre concurrence, de la compétitivité des entreprises, de la libre circulation des capitaux. Elle prône l'abaissement des salaires, la précarité du travail, le recours au chômage de masse, la casse de la protection sociale, la destruction et la privatisation des services publics dans une démarche généralisée de marchandisation des biens et des services.

La commission européenne vient d'ailleurs de clairement fixer au gouvernement français un cycle de nouvelles contre- réformes pour rentrer dans le rang et souscrire aux critères du Pacte Euro Plus.

Le gouvernement Ayrault, après la signature du TSCG, la mise en œuvre du « pacte national pour la croissance, la compétitivité et l'emploi » s'y attèle donc vaillamment, faisant fi des promesses de campagne de Hollande et des combats qu'il menait naguère. La loi sur la sécurisation de l'emploi de mai 2013 est une énième attaque contre le Code du travail et une baisse des droits des salariés qui augure des prochaines luttes qu'auront à mener les salariés mais aussi les retraités et les privés d'emploi.

La conférence « sociale » qui s'ouvre les 20 et 21 juin prochain, se fait sous des auspices bien plus néfastes que celle de 2012 qui s'est soldée par des régressions pour la population. Encore une fois, le gouvernement se prépare à privilégier l'idée fallacieuse du « coût du travail » plutôt que celle du « coût du capital ».

Loin de réorienter les centaines de milliards d'euros que les entreprises perçoivent vers une hausse généralisée des salaires et des pensions, l'augmentation des cotisations sociales (pour promouvoir la protection sociale à la française), le redéploiement des services publics sur tout le territoire, l'investissement productif dans les industries et la recherche et la reconnaissance du travail, le gouvernement prévoit encore de nouvelles attaques contre le monde du travail.

Avec en exergue, une prochaine réforme des retraites qui devrait s'articuler autour de l'allongement des années de cotisations, la modification du calcul des pensions des fonctionnaires, la baisse des pensions par la hausse de la fiscalité...

Pour la FERC CGT, une autre politique est possible, qui s'axe sur la satisfaction des besoins sociaux des populations à partir d'une autre distribution des richesses produites par le travail.

C'est pourquoi la FERC CGT appelle à participer aux rassemblements qui auront lieu le 19 juin 2013, à l'occasion de la rencontre entre les représentants de la CES, des organisations syndicales françaises qui y sont affiliées et du gouvernement, à Paris et dans les régions pour exiger du gouvernement que sa conférence « sociale » décide d'autres orientations pour la France que celles envisagées par Bruxelles et par les tenants de l'idéologie libérale.

Montreuil, le 11 juin 2013